



## DECLARATION

CTSD

28 MAI

L'objectif fixé il y a 5 ans à la réforme des rythmes scolaires était pavé de bons sentiments : améliorer les acquisitions scolaires en réduisant la journée de l'élève et en étalant sur 9 demi-journées les 24 heures de classe, lui permettre d'accéder à des activités périscolaires en complément. Tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes...

Et puis, l'Etat dans sa volonté de réduire ses moyens a délégué aux communes la responsabilité et le financement de ces activités périscolaires sans vraiment les y aider à la hauteur de l'espérance suscitée, ni des sommes réellement engagées. Et puis, petit à petit, dans trop de communes, ce sont les 3 heures de périscolaires qui ont été au coeur des préoccupations au détriment même du déroulement des 24 heures d'enseignement. Et puis, chemin faisant avec un cadrage national trop faible, certains protagonistes ont pris la main sur le projet : le plus souvent la commune lorsque ce n'était pas là, le transporteur qui au final imposait sa volonté. Et puis, le gouvernement faisant de ce dossier un enjeu politique majeur loin des préoccupations pédagogiques le décret Hamon a été publié, avec un message simple mais dévastateur : faites ce que vous voulez mais faites la semaine scolaire avec 9 demi-journées.

Au bout du compte, un mot s'impose aujourd'hui pour qualifier ce qui s'est passé : gâchis !

Une réelle prise en compte des rythmes de l'enfant, la nécessité d'un service public d'activités péri-éducatives de qualité et équitable sur tout le territoire sont des sujets importants pour la réussite de tous nos élèves.

Le SNUIPP/FSU a eu raison d'être exigeant et critique sur la réforme des rythmes. Là où il fallait écouter des professionnels (que sont les enseignants), financement pérenne et recrutement de personnels qualifiés, l'on a vu se multiplier des « usines à gaz » qui ne répondaient qu'aux injonctions gouvernementales sans satisfaire aux attentes des parents ni des enseignants.

Dans l'EURE, dès la rentrée 2013 ce sont 46 écoles qui se mettaient à la semaine de 4,5 jours. Certaines y étaient depuis plusieurs années, d'autres voulaient commencer sans tarder. Loin des opinions toutes faites, le SNUIPP/FSU est allé rencontrer bon nombre de ces équipes pour les écouter et tirer profit de leur expérience. Si, quasiment partout, la mairie était à l'initiative, déjà deux éléments dominaient : d'abord cela se passait mieux lorsqu'il y avait eu dialogue, écoute et prise en compte des opinions de tous; enfin, les collègues étaient dubitatifs sur l'effet de cette mesure quant aux résultats scolaires de leurs élèves.

Cinq années après, ces deux éléments sont toujours les marqueurs de cette réforme. Cela ne fait que renforcer le sentiment légitime de gâchis de temps, d'énergie en ne réussissant pas à atteindre l'objectif d'améliorer les apprentissages des élèves qui demeure, pour les enseignants, primordial. C'est d'autant plus vrai qu'améliorer la journée de l'élève ne peut se faire sans interroger celle des parents, de leur monde professionnel, de la place qu'occupe l'enfant dans la société. Il est à craindre que la gestion de ce dossier ne condamne au statu quo sur tout cela pendant de longues années. Dommage.

Le SNUIPP/FSU avait dès le début mis en garde sur le fait que, pour permettre la réussite de tous, la question des rythmes n'était qu'un élément parmi d'autres et sans doute pas l'essentiel. C'est d'ailleurs l'enseignement de la consultation engagée l'an dernier par le SNUIPP/FSU qui, en quelques jours recueillait 30.000 réponses. Majoritairement, outre la demande de pouvoir travailler sur 4 jours, c'est l'urgence d'une amélioration des conditions de travail qui est au cœur des exigences des enseignants.

C'est dans ce contexte qu'a été publié le décret Blanquer pressé par le calendrier électoral de juin 2017. Il ouvrait la porte à la semaine de 4 jours sans, pour autant, fermer celle des 4,5 jours.

Le SNUIPP/FSU s'est prononcé pour ce décret, sans être dupe de la manœuvre gouvernementale, car il permet de répondre aux attentes de beaucoup d'écoles tout en laissant la possibilité à celles qui veulent travailler différemment de continuer à le faire. C'était d'ailleurs le cas avant 2013 et la réforme Peillon aura aussi été à rebours sur cette ouverture. Il faut avoir un cadrage national, sans que cela entraîne une organisation rigide, arbitraire et monolithique.

A la rentrée 2018, il devrait donc y avoir une quarantaine de communes qui restent à la semaine de 4,5 jours. Ce chiffre est explicite et se suffit à lui-même.

Pour le reste, c'est à dire l'essentiel, l'amélioration des conditions de travail des enseignants et d'étude des élèves le chantier reste ouvert. Pour le SNUIPP/FSU, l'accumulation d'injonctions péremptoires du ministre semblent montrer qu'il n'a pas conscience de la réalité de la vie des écoles, ou alors qu'il n'est là que pour satisfaire les nostalgiques d'une école qu'il fantasme.

Le SNUIPP/FSU reste déterminé à rappeler au ministre que sans ambition pour l'Ecole publique et laïque l'on ne pourra combattre les inégalités sociales et culturelles qui ne cessent de croître.